

**BANQUE
DE DEVELOPPEMENT DES ETATS
DE L'AFRIQUE CENTRALE**

COMMUNICATION ET DOCUMENTATION



COMMUNIQUE DE PRESSE

**Conseil d'Administration de la Banque de Développement des Etats de l'Afrique Centrale
(BDEAC)**

Brazzaville, 09 avril 2010

Le premier Conseil d'Administration de la Banque de Développement des Etats de l'Afrique Centrale (BDEAC) de l'année 2010, s'est réuni le vendredi 09 avril 2010 dans la salle du Conseil du Siège de la Banque à Brazzaville sous la présidence de **Monsieur Michaël ADANDE, Président de la Banque, son Président statutaire.**

Le Conseil a examiné au cours de cette réunion plusieurs affaires inscrites à son ordre du jour, dont principalement :

- les comptes de la Banque clos au 31 décembre 2009 ;
- le Rapport Annuel d'activité de l'exercice 2009 ;
- la situation du capital social de la Banque.

1- Examinant les comptes du trente troisième exercice social de l'Institution arrêtés au 31 décembre 2009, les Administrateurs ont pris connaissance du rapport d'exécution budgétaire, des états financiers et des situations justificatives des soldes du bilan. Il en ressort que la Banque a connu un exercice difficile, caractérisé par une évolution contrastée des principaux indicateurs de gestion. On retiendra en particulier les évolutions suivantes :

- le rétrécissement significatif de la trésorerie qui ne représente plus que 7,7% du total du bilan contre 66,4% un an plus tôt ;
- la sensible progression (+39,8%) de l'encours net des prêts, qui a permis le renforcement de la base du portefeuille de prêts productifs d'intérêts, susceptibles d'assurer une rentabilité accrue de l'exploitation ;
- la masse bilancielle s'est inscrite à la hausse (+13,1%), cependant que le produit net bancaire a baissé de 12,1% par rapport à 2008 ; de même, les fonds propres subissent une diminution de 11,4%.

Au total, il se dégage des comptes 2009 un résultat net négativement impacté par la constitution d'importantes provisions.

Le Conseil, après avoir souligné la nécessité de maîtriser l'équilibre ressources – engagements, et recommandé de faire de l'amélioration de la rentabilité de l'exploitation un objectif à atteindre et à consolider au cours des prochains exercices, a arrêté définitivement le bilan et le compte de résultat 2009 de la BDEAC.

Cela étant, en application de l'article 47 des Statuts de l'Institution, le Conseil a autorisé le Président de la Banque, à soumettre les comptes ainsi arrêtés et

adoptés, à la prochaine réunion de l'Assemblée Générale des Actionnaires en vue de leur approbation.

2- Le Conseil a ensuite procédé à l'examen du Rapport annuel d'activité de la BDEAC pour l'exercice 2009. Il traite de la situation de l'Institution au cours de l'exercice, avec comme principaux centres d'intérêts :

- l'analyse du contexte économique international et sous-régional qui a prévalu au cours de l'exercice, et ce, au travers de l'examen de l'évolution des grands agrégats macroéconomiques ainsi que des indicateurs sociaux.

Il en ressort que l'environnement international a été défavorable ; et que l'économie mondiale est restée fragile et instable, avec des perspectives encore incertaines.

S'agissant particulièrement de la zone CEMAC, le Rapport relève qu'elle a subi l'impact négatif de la crise sur son activité, avec comme effet, la chute du taux de croissance du PIB réel qui s'est fixé à 2,1 % contre 3,9 % l'année précédente.

- les activités proprement dites de la Banque, appréciées à travers les résultats atteints, comme indiqué supra, sont caractérisées elles aussi par des évolutions contrastées.

Ainsi, en ce qui concerne l'**activité de financement de l'exercice 2009**, s'il est vrai qu'elle est marquée par un nouveau record en termes de volume d'engagement pris sur une seule année, soit un montant total de FCFA 41 700 millions pour 11 nouveaux projets, il reste que l'impact de cette performance sur la situation générale de la Banque n'a pas été, ni suffisant ni approprié pour lui préserver une saine position financière.

A fin 2009, le montant cumulé des concours accordés depuis le début des activités de la Banque en 1977, s'établit à 203 604,1 millions FCFA. Il se répartit entre les principales formes d'intervention, comme ci-après :

- 129 prêts d'un montant de FCFA 200 667 millions ;
- 37 avances pour études d'un montant de FCFA 2 136,6 millions ;
- 4 prises de participations d'un montant de FCFA 800,5 millions.

Au titre d'**activités de mobilisation des ressources** en 2009, le Rapport signale deux faits saillants :

- le renforcement des fonds propres. En effet, il a été procédé au cours de l'exercice, à une importante augmentation du capital social de la Banque qui est passé de 94 milliards FCFA à 250 milliards.

Sur ce point, un fait majeur convient d'être souligné : dans le cadre de la nouvelle répartition du capital, l'accent a été mis sur le renforcement des relations entre la BDEAC et la BEAC à travers l'accroissement substantiel de la part de cette dernière à côté des Etats membres, en vue d'impulser une nouvelle dynamique dans le financement des projets d'investissements, créateurs d'emplois et de richesses dans la Sous région ;

- deux lignes de crédits ont été mobilisées au cours de l'exercice ; d'abord celle obtenue de la Banque Arabe pour le développement Economique de l'Afrique (BADEA) d'un montant de cinq (5) millions de dollars pour le financement de l'agriculture, l'élevage et la pêche en République du Congo. Ensuite, une ligne de crédit de la Banque Européenne d'Investissement (BEI) d'un montant de vingt cinq (25) millions d'euros, soit environ 16 milliards de francs CFA.

Ces ressources d'emprunt sont destinées à soutenir les activités de financement de la Banque.

Au total, le Conseil d'Administration a adopté le Rapport annuel ; Il sera proposé à la prochaine réunion de l'Assemblée Générale des Actionnaires pour approbation.

3- Situation du capital social de la Banque

Traitant de la question de l'augmentation du capital social de la Banque, porté à 250 milliards de francs CFA, le Conseil d'Administration a insisté sur la nécessité de son opérationnalité conformément au calendrier prévu, aussi bien en ce qui concerne sa souscription que sa libération. Cette importante opération vise un double objectif : d'une part, permettre à l'Institution de retrouver son équilibre par le renforcement de ses fonds propres, et d'accroître sa capacité d'emprunt nécessaire à la mobilisation des ressources, d'autre part.

Enfin, épuisant l'examen de son ordre du jour, le Conseil d'Administration a pris connaissance de l'évolution de divers dossiers relatifs notamment à la situation du portefeuille et à l'état d'exécution des projets approuvés. Le Conseil a adressé ses félicitations au Président pour la qualité des dossiers présentés, et a convenu de tenir sa prochaine réunion courant juin 2010.

Avant de lever la séance, le Président a remercié les Administrateurs pour leurs contributions sur les dossiers examinés.

Fait à Brazzaville, le 09 avril 2010

A handwritten signature in black ink, consisting of a long horizontal stroke on the left, a vertical stroke in the middle, and a large loop on the right.

Salomon TCHATCHOUANG
Conseiller du Président